

Une année avec les jeunes du service citoyen

Fréquemment, le service citoyen est convoqué pour répondre aux défis du vivre-ensemble. Et sur le terrain, ça donne quoi ?

Un événement tragique, comme Charlie Hebdo, et il revient au-devant de la scène. Le service citoyen est soudainement convoqué par tous comme l'outil miracle pour répondre aux défis de plus en plus criants du « vivre-ensemble ». Et puis... souvent, plus rien. Salué à l'unanimité, le service citoyen a fait l'objet, en Belgique, d'une kyrielle de propositions de loi. Aucune n'a abouti à ce jour (voir ci-contre).

L'associatif n'a cependant pas attendu le politique et a développé quatre projets qui permettent aux jeunes de s'impliquer entre six mois et un an dans un ser-

vice citoyen. Parmi ceux-ci, le projet *Solidarité*, que nous avons suivi pendant un an. Les jeunes du projet, rassemblés par petits groupes de huit encadrés par un éducateur, enchaînent les « chantiers » (remise à neuf de locaux d'une ASBL, animation d'enfants, etc.) et les semaines thématiques (précarité, environnement, démocratie, etc.).

Un des principes phares du service citoyen ? La mixité sociale. Le projet *Solidarité* s'adresse ainsi à des jeunes entre 16 et 25 ans de tous les milieux. On y retrouve de nombreux jeunes en décrochage scolaire. D'autres dépendant de l'aide à la jeunesse. Certains volontaires souffrent de troubles d'ordre psychologique. Et puis, bien sûr, il y a aussi des jeunes « sans histoire », qui sortent de rhéto ou d'une première année d'unif peu concluante. En réalité, tous cherchent à mieux se connaître et à se construire un projet pour l'année qui suit. D'ailleurs, les derniers mois du service citoyen *Solidarité* sont davantage centrés sur la « *maturation personnelle* ». Chaque jeune a la possibilité de défendre un dossier lors de la « bourse à projets » de fin d'année. S'ils se révèlent convaincants, ils obtiennent un financement de 750 euros pour leur projet :

prendre des cours d'auto-école, reprendre une formation ou des études...

Ces projets sont néanmoins de plus en plus contrôlés, les budgets de plus en plus serrés. Comme le service citoyen n'a jamais été institutionnalisé, des projets pilotes se sont développés pendant trois ans et continuent de vivre, en fonction des subsides qu'ils parviennent à dénicher, ici de la Région, là de la Fédération Wallonie-Bruxelles, etc. Le réseau *Solidarité* compte 8 antennes : deux à Bruxelles, une à Braine-l'Alleud, une à Jodoigne, une à Namur, une à Ottignies, une à Charleroi et une à Liège. Mais en septembre prochain par exemple, l'antenne de Namur sait déjà qu'elle sera dans l'incapacité de monter le projet. « *Le dispositif de l'année citoyenne a été reconnu comme projet innovant par la Fédération*, défend Benoît De Decker, directeur de l'ASBL *Solidarité*. *Mais il a du mal à être financé car c'est un projet transversal, hybride et que nous sommes dans des logiques de guichets. Tout le monde se renvoie la balle...* »

Ce jeudi, une cérémonie de clôture de l'année *Solidarité* se tiendra au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en présence du ministre de l'aide à la jeunesse, Rachid Madrane. ■

ELODIE BLOGIE

BILL, 25 ANS

« Ici, on sait que les ados qui ont des problèmes doivent être aidés »

Bill, c'est son surnom. En vrai, il s'appelle Vassilis, il est grec et il a 25 ans. C'est le doyen de l'édition *Solidarité* 2015. Bill prend pas mal de médicaments. En 2006, on lui a diagnostiqué d'importants problèmes de psychose. Pour cet ado sans histoire issu d'une famille aisée, c'est un choc. Depuis lors, Bill a terminé ses humanités avec peine et a tenté, l'an dernier, une première année au Vesalius College, de la VUB. En juin 2014, on lui signifie qu'il ne peut pas continuer ses études ; sa moyenne est trop basse. C'est en octobre qu'il passe un entretien puis est admis à l'année citoyenne *Solidarité* : « *Je voulais être occupé, rencontrer des gens, vivre des expériences*, explique le jeune homme. *Au début, c'était difficile. Il fallait s'intégrer. Dans l'équipe, tout le monde est très différent. Mais ça aide beaucoup : il y a des échanges qui n'existent plus dans les écoles* ». Bill nous révèle la fresque qu'il vient de réaliser, qui reprend mois par mois son parcours. Avant *Solidarité*, Bill est « *déprimé* », les smileys tirent une triste gueule. Au fur et à mesure, Bill se sent mieux : « *Je me sentais mieux parce que je faisais partie d'un groupe, qui a des horaires, des lois, des buts. C'est très bien pour moi, j'ai des pensées plus positives. Être volontaire, ça aide : on se sent utile, on peut aider les gens. Et puis, ici tout le monde se respecte. Il y a une très grande sensibilité aux gens. On sait que les ados qui ont des problèmes doivent être aidés* ». En septembre prochain, il aimerait entamer des études en psychologie : « *Mes difficultés m'ont aidé à mieux comprendre les autres* ». Et de tirer ses propres enseignements de son année *Solidarité* : « *Ce qui m'a aidé beaucoup, c'est de savoir que chacun est différent...* »

MÉLINA, 19 ANS

« Des facettes de moi que je ne connaissais pas »

Quand nous avons rencontré Mélina en octobre, elle avait 18 ans et sortait d'une rhéto en Arts à l'école Decroly. Très timide, elle nous confiait qu'elle ne savait pas dans quelles études se lancer. Alors, pourquoi ne pas prendre une année de pause ? « *Faire de l'humanitaire m'a toujours intéressée. Mais il y a déjà plein de choses à faire dans son propre pays ! L'idée de Solidarité, c'est un peu qu'on aide les autres en s'aidant soi-même aussi* ». Pour Mélina, le principal défi était de s'affirmer. Avec l'envie aussi de se confronter à la différence : « *On croit qu'on est ouvert parce qu'on n'est pas raciste, etc. Mais au fond, on juge très vite l'autre...* » Une dizaine de mois plus tard, Mélina a changé : « *Demander à n'importe quel éducateur ici, il vous dira que je ne suis plus la même fille !, lance-t-elle, enthousiaste. J'ai découvert des facettes de moi-même que je ne connaissais pas : la fille à l'aise, qui va parler aux gens sans souci...* » La jeune fille a rapidement été considérée comme l'artiste de la bande. Et elle s'est décidée : elle entamera en septembre des études pour devenir institutrice maternelle. Une façon de concilier l'artistique et son envie de travailler avec les enfants...

TARIK, 18 ANS

« Au quartier, on dit que je traîne avec les Flamands, les bourgeois... »

« Avant Solidarité, j'étais à l'école, en quatrième plomberie, explique Tarik - prononcez Tarek -, 18 ans. J'ai arrêté parce que ça m'a saoulé. Le côté cadrant de l'école, tout ça... » Pendant des années, Tarik essuie les échecs. L'école vire au cauchemar. Alors, il lâche tout et prend rendez-vous chez sa médiatrice scolaire, avec qui il tombe sur le projet Solidarité. « J'étais complètement perdu, je ne savais pas quoi faire de ma vie. Ici, c'est "école, diplôme, diplôme, travail". Et on nous dit que sans ça, tu n'as rien... » Le projet a directement plu à Tarik. Ce qui l'a le plus séduit ? « Le côté mélange culturel, répond-il spontanément. Dans mon quartier, à Saint-Gilles, ce sont toujours les mêmes personnes, avec les mêmes mentalités, qui restent entre eux. » S'ouvrir, mûrir, avoir plus de responsabilités et trouver sa voie : tels étaient les objectifs ambitieux de Tarik à l'arrivée. A la sortie, c'est un sans-faute... Tarik s'est rapidement intégré à l'équipe du projet : « Je me fais des amis facilement. Et puis, j'ai bien aimé la complicité avec les chefs d'équipe. Ils nous traitent comme des adultes, pas comme des gosses. On nous confie des responsabilités. » Au fil de l'année, Tarik s'est éloigné de ses potes de quartiers... « Ils me disaient que je ne tiendrais pas deux semaines. Ils disent que les personnes comme nous ne peuvent pas réussir de toute façon. Que la seule solution, c'est de casser, ou de vendre en bas de l'immeuble. Maintenant, ils me disent que je traîne avec des Flamands... Nous, quand on dit "Flamands", c'est pas juste pour les Flamands, hein, explique Tarik. Ça veut dire les bourgeois... J'ai encaissé. Je me suis dit "Si je réussis, je pourrai leur montrer !" » C'est au début de l'année que Tarik a eu le déclic. Les volon-

taires ont en effet passé le Beps, le brevet européen de premiers secours. Séduit, il a décidé de devenir ambulancier, lui qui s'était toujours senti attiré par le médical. Il y a quelques mois, épaulé dans ses démarches par les animateurs de Solidarité, Tarik est passé à la vitesse supérieure : il a suivi une formation plus complète de secouriste (12 heures). Cet été, il s'est inscrit pour être bénévole à la Croix rouge : il attend encore son planning pour connaître ses affectations. Et puis, il y aura le permis. Tarik a obtenu la bourse Solidarité de 750 euros pour prendre des cours d'autoécole. Prochaine étape : prendre rendez-vous pour les cours. Une fois son permis en poche, Tarik devra attendre 3 ans pour pouvoir prétendre à un poste d'ambulancier. Il compte trouver des petits boulots d'ici là. Pour Tarik, l'année Solidarité, « franchement, c'est une des plus belles de ma vie ! J'ai eu mes 18 ans en plus, donc je passe dans la grande cour ! J'ai changé physiquement aussi, et je suis plus mature. Ma famille est super contente. » Une chose, finalement, à retenir ? « Quand on commence quelque chose, on doit aller jusqu'au bout, affirme Tarik. Et ne pas écouter les gens... »

POLITIQUE

Des propositions qui peinent à aboutir...

Si l'année 1994 marque la fin du service militaire et l'enterrement de son équivalent civil, la première proposition de loi en faveur d'un service citoyen volontaire est déposée dès 1999 par le CDH André du Bus. Les propositions (CDH, MR) se multiplient ensuite. En 2003, une loi est même votée... Mais les arrêtés d'application se perdent d'un ministre à l'autre (de Flahaut à De Crem) et la loi ne sera donc

jamais appliquée. En 2011, le CDH André du Bus redépose sa proposition, qui est alors portée au parlement. Puis... le gouvernement tombe ! Depuis les attentats de Charlie Hebdo, les partis se sont à nouveau saisis de la question, comme ils l'avaient fait au lendemain de l'assassinat de Joe Van Olsbeeck... La Plateforme pour un service citoyen, qui regroupe 200 associations, a tenté de fédérer les différents acteurs, en publiant une carte blanche qui plaide pour la création d'un service citoyen fédéral. Le texte était notamment soutenu par des ténors

de pratiquement chaque parti politique (de Laurette Onkelinx à Louis Michel, en passant par Isabelle Durant, Herman De Croo, Wouter Beke, Didier Gosuin, etc.) Reste que « certains partis ont voulu récupérer cette dynamique », glisse-t-on dans le milieu. Le CDH a redéposé une proposition. Tandis que le PS, qui ne s'était jamais emparé du dossier, a lui aussi déposé sa propre proposition... Alors que les libéraux avaient invité les deux partis de l'opposition à déposer une proposition commune, nous confie-t-on de source sûre.

Une attitude politicienne qui en énerve plus d'un du côté de l'associatif : « C'est mettre une épine dans le pied du service citoyen, nous une source du secteur. Il est clair que, dans un tel climat de tensions, si cela vient de l'opposition et a priori plus encore du PS, ça ne passera jamais ! L'initiative doit venir de la majorité ! » En l'occurrence, le député MR, Philippe Goffin, a mis en place un groupe de travail sur l'instauration d'un service civique ou citoyen, avec le centre Jean Gol. A suivre...

E.BL.

250

Entre 200 et 300 jeunes Belges participent chaque année à un service citoyen. Contre 35.000 Français... ou 4.000 Luxembourgeois. Ces deux pays font partie des huit états européens qui proposent un vrai service civil national.

1/3

La demande dépasse l'offre. Il y aurait en moyenne trois demandes pour une place.

6.000

Un jeune engagé dans un service citoyen pendant six mois en Belgique coûte 6.000 euros.